

106 policiers signalés comme “radicalisés” !

écrit par Antiislam | 24 janvier 2020



“Radicalisés”, ce qualificatif qui vise à dissimuler le réel.

Il s’agit de 106 MUSULMANS FANATIQUES infiltrés dans la police.

Mais combien dans l’armée ?

Combien dans l’Education Nationale où ils fanatisent, à leur tour, d’autres jeunes ?

Combien dans nos services de transports ?

Combien dans nos centrales nucléaires, combien dans nos usines classées “Seveso” ?

La liste est sans fin.

Les musulmans ricanent lourdement sur les dernières déclarations de Zineb car ils savent, qu’avec la complicité du traître Macron et de sa clique, le temps travaille pour eux, mais notre situation est gravissime.

En orange dans l'article ci-dessous, mon commentaire...

106 dossiers de policiers signalés pour des soupçons de radicalisation en cours de traitement

INFO FRANCE INTER – Plus d'une centaine de dossiers liés à des policiers signalés pour des présomptions de radicalisation sont en cours d'évaluation. À ce jour, il n'y a pas de cas détecté de radicalisation violente mais des problèmes de compatibilité avec les valeurs républicaines et la mission de police.

Il y a actuellement 106 dossiers liés à des policiers signalés dans toute la France pour des soupçons de radicalisation, selon les informations recueillies par France Inter. Tous sont en cours d'évaluation.

À ce jour, il n'y a au niveau national, aucun cas présumé ou avéré de policier en voie de radicalisation violente ou de policier dont on a pu déterminer qu'il avait fait l'apologie de Daesh.

NDLR : Avec France Inter, on est bien sûr, dans la minimisation permanente. Tout l'article respire ce besoin de minimisation. Les musulmans auraient pris le pouvoir en France, qu'ils pourraient compter sur France Inter pour proclamer au bon peuple que tout est normal ...

Les évaluations en cours portent donc sur des soupçons de comportements dans la pratique religieuse qui ne seraient pas compatibles avec l'exercice du métier de policier ou avec les valeurs républicaines.

À Paris, 74 signalements en moins de quatre mois dont 27 dossiers clôturés

Selon les chiffres transmis à France Inter, pour la seule préfecture de police de Paris, il y a eu depuis la tuerie perpétrée par Mickaël Harpon le 3 octobre dernier, 74 signalements au total. Sur ces 74 dossiers, plusieurs dizaines sont encore en cours d'évaluation et **27 ont été clôturés sans donner lieu à la moindre sanction.**

Rappel des faits : le 3 octobre 2019, un agent administratif du service de maintenance information de la Direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP), Mickaël Harpon, tue à coups de couteau quatre collègues policiers dans l'enceinte même de la préfecture.

Le parquet national antiterroriste est saisi de cette affaire. S'ensuit une vague de signalements parmi les policiers.

Le nombre des dossiers examinés a fortement augmenté à la suite du quadruple assassinat, surtout sur la zone de la préfecture de police de Paris qui regroupe la capitale et les départements alentours.

C'est le Groupe d'évaluation central (GEC) qui est chargé chaque semaine de se prononcer sur les cas de suspicion de radicalisation, en fonction de l'avancée de ce que l'on appelle des "criblages" : il s'agit d'enquêtes effectuées en interne par les trois grands services de renseignements du ministère de l'Intérieur (DGSI, SCRT, DRPP) sur l'entourage des agents signalés et souvent, par exemple, sur leur fréquentation de telle ou telle mosquée.

27 dossiers d'agents de la préfecture de police de Paris ont ainsi été déjà classés sans suite.

Parmi les policiers signalés à leur hiérarchie, certains avaient fait très rapidement l'objet de mesures conservatoires et préventives.

Dans les jours qui ont suivi la tuerie, une dizaine d'agents ont été suspendus et plusieurs ont même été désarmés.

Selon nos informations, à ce jour, seuls trois policiers sont encore suspendus et deux désarmés.

Selon une source proche du dossier, le nombre de signalements pour radicalisation s'est "fortement réduit" ces dernières semaines.

<https://www.franceinter.fr/106-dossiers-de-policiers-signales-pour-des-soupcons-de-radicalisation-en-cours-de-traitement>